

## Trabajo Fin de Grado

Approche historique de l'accès à l'éducation des femmes en France : Du XIXème siècle à nos jours

Historical approach of the access to education of women in France : Since the 19th century to the present day

Autora

**Lidia Mena Sanz**

Directora

**Azucena Macho Vargas**

Facultad de Filosofía y Letras

2018

*« Comment, Monsieur, dit ma mère au secrétaire, dans un pays où il est écrit même sur les portes des prisons : Liberté, Égalité, Fraternité, vous empêcheriez une femme de s'instruire, rien que parce qu'elle est femme. »*

Sarmina Bilcescu, étudiante roumaine à la Sorbonne

## Sommaire

1. Introduction .....	3
2. L'éducation des femmes au XIXème siècle .....	4
3. L'arrivée des femmes à l'université.....	6
4. L'affirmation féminine à l'université : L'exemple de Marie Curie.....	9
4.1 La figure de la « cerveline » .....	10
5. La période d'entre-deux-guerres (1918-1939) .....	13
6. Les dernières décennies : La mixité.....	14
7. Conclusion.....	18
8. Bibliographie .....	20
8.2 Lois citées .....	22

## **1. Introduction**

Dans ce mémoire fin de licence on va faire une approche historique de l'éducation des femmes en France depuis le XIXème siècle jusqu'à nos jours. Plus concrètement on va mettre l'accent sur le domaine de l'université mais sans oublier le reste d'établissements qui ont fait aussi partie de l'histoire des femmes dans l'éducation.

Étant donné qu'aujourd'hui les mouvements féministes ont beaucoup d'effet dans la société, j'ai trouvé pertinent de faire une approche historique de l'éducation des femmes en France pour voir toutes les réussites qu'elles ont obtenues dans ce domaine tout au long de l'histoire. J'ai trouvé très intéressant de suivre le parcours des femmes dans ce long chemin de la recherche de l'égalité par rapport aux hommes quant à l'éducation. Pour pouvoir comprendre n'importe quel aspect de notre société actuelle, il est nécessaire de connaître toutes les raisons qui l'ont mené jusqu'ici.

En premier lieu on va examiner l'éducation des femmes au XIXème siècle et les rôles qu'elles avaient l'obligation de respecter. Après on va analyser l'arrivée des femmes à l'université et on va faire référence à la première femme universitaire en France qui a contribué à ouvrir les portes au reste. On continuera avec les débuts de l'affirmation féminine à l'université et on va s'appuyer sur l'exemple d'une femme très importante dans l'histoire, Marie Curie. On parlera aussi de la figure de la « cerveline », un terme qui s'est employé pour désigner de façon péjorative les jeunes femmes étudiantes.

Plus tard, on parlera de la situation qu'elles ont vécue pendant la période d'entre-deux-guerres et finalement on cédera la place au dernier point, les dernières décennies, où on va analyser surtout le sujet de la mixité.

## **2. L'éducation des femmes au XIXème siècle**

On va faire un retour en arrière jusqu'au début du XIXème siècle, à cette époque-là la situation des femmes était très différente à celle d'aujourd'hui. Le but principal dans la vie d'une femme était pouvoir arriver à trouver un mari, être une bonne épouse, avoir des enfants et être une bonne mère.

Il y avait beaucoup d'inégalités entre hommes et femmes. Les femmes n'avaient pas accès au droit de vote, en termes politiques leur opinion ne comptait pas. Quant au travail, la présence principale des femmes était à la maison, elles étaient chargées des tâches ménagères, elles étaient cuisinières, femmes de chambre... Cependant le XIXème siècle a supposé des changements dans cet aspect, au début du siècle les femmes ouvrières travaillaient surtout à la campagne, récoltant les produits qu'après elles vendaient mais avec l'arrivée de la révolution industrielle la présence des femmes dans les usines comme couturières était chaque fois plus forte et le travail à la campagne est mis au second plan. Cette nouvelle présence des femmes dans les usines n'a pas impliquée une amélioration des conditions de travail, elles avaient des journées de travail très longues même avec plus de 12 heures par jour et le salaire était plus bas que celui des hommes.

Il faut souligner que toutes ces conditions qu'on vient de citer faisaient partie de la vie des femmes qui appartenaient à la classe populaire, cependant celles qui appartenaient à la bourgeoisie ou à la noblesse avaient un mode de vie qui différait beaucoup : « Dans la première moitié du XIXème siècle, et très largement ensuite, le fond de l'éducation pour une fille du peuple était simple, quand elle en recevait une. Elle allait recevoir les premières notions de l'enseignement élémentaire » (Mayeur, 1981 : 47). Elles apprenaient à lire et moins souvent à écrire. Au XIXème siècle les femmes bourgeoises étaient considérées fondamentalement des maîtresses de maison, elles ne travaillaient pas et ses journées étaient dédiées aux activités qu'elles aimaient comme la peinture, la lecture, la musique...etc. Elles étaient éduquées pour apprendre des bonnes manières et pour devenir des bonnes maîtresses de maison. Ces femmes bourgeoises seront les premières à accéder à l'éducation supérieure grâce à leurs conditions de vie puisque les femmes qui appartenaient à la classe populaire étaient obligées à rester à la maison et s'occuper des tâches ménagères.

Il faut souligner qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle il y avait une ségrégation entre les deux sexes dans le domaine de l'éducation. Dans l'éducation supérieure on a dû attendre jusqu'au XX<sup>ème</sup> siècle pour voir une éducation commune.

Si on se penche sur l'éducation de ces femmes au XIX<sup>ème</sup> on va voir les nombreux changements qui vont se succéder. Le début de ces changements a lieu le 23 juin 1836, trois ans après la promulgation de la loi Guizot<sup>1</sup>, avec une ordonnance du roi Louis-Philippe qui proclamait l'instauration de la première école primaire publique pour filles, c'est le premier pas du long chemin de la recherche de l'égalité au niveau de l'éducation entre les hommes et les femmes. Deux années plus tard, en 1838, a eu lieu la création de la première école normale d'institutrices qui était un établissement destiné à la formation de maîtresses d'école. On arrive à la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, pendant la II<sup>ème</sup> République Française (25 février 1848 – 2 décembre 1851) le 15 mars 1850 le Ministre de l'Éducation Frédéric Alfred Pierre de Falloux instaurait la loi Falloux. (Ministère de l'Éducation Nationale, 2016) La loi Falloux établissait deux modèles d'écoles, primaires ou secondaires, qui pouvaient être publiques et dirigées par l'État, ou libres (privées) et dirigées par des congrégations, ce qui favorisait la présence des religieux et faisait de la religion un élément fondamental de l'éducation qu'ils dispensaient. Cette loi traitait de nombreux aspects de l'éducation mais on va mettre l'accent sur celui des femmes. Cette loi proclamait que chaque commune ayant une population supérieure à 800 habitants devait avoir au moins une école primaire pour filles. Ce sont donc les débuts de la présence des filles dans l'éducation en France, à la fin en 1850 la loi Falloux établissait officiellement la création de l'enseignement primaire des filles.

Concernant l'enseignement supérieur nous trouvons à nouveau une inégalité par rapport aux hommes. La première université fondée en France a été l'Université de Paris, créée au XIII<sup>ème</sup> siècle sous l'ordonnance du roi Louis-Philippe. À la fin du Moyen Âge cette université est devenue la plus importante en Europe et elle comptait 20.000 étudiants, parmi eux on ne trouve aucune femme. L'accès à l'éducation supérieure à cette époque-là était interdit pour les femmes, elles n'avaient pas le droit d'assister à l'université, on va voir tout le chemin qu'elles ont parcouru depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui.

---

<sup>1</sup> La loi Guizot a été instaurée le 28 juin 1833 et elle proclamait que chaque commune de plus de 500 habitants devait compter sur la présence d'au moins une école primaire élémentaire de garçons.

### 3. L'arrivée des femmes à l'université

À la création de l'université de Paris l'ont suivie quelques autres comme l'université de Toulouse, de Montpellier, d'Avignon... etc. Toutes ces universités ne permettaient pas l'entrée des femmes mais en 1861 a eu lieu un événement qui a été le point clé pour l'arrivée des femmes à l'université.

Julie-Victoire Daubié était le nom de la femme qui a marqué un tournant dans l'histoire des femmes dans l'éducation supérieure. Elle est née le 26 mars 1824 à Bains-les-Bains (Vosges). Après avoir été refusée par l'université de Paris et celle d'Aix-en-Provence, c'est à l'Université de Lyon, à la Faculté des Lettres qu'elle a été la première femme à obtenir le baccalauréat à l'âge de 37 ans en août 1861, cependant elle devra attendre l'année suivante pour recevoir son diplôme (Christen-Lécuyer, 2000 : 36). Elle a été aussi la première femme à obtenir son licence ès lettres, elle devient journaliste et elle a consacré la plupart de sa vie à la lutte féministe. Elle a écrit des titres comme *La femme pauvre au XIXe siècle*, elle voulait lutter contre les injustices que les femmes souffraient mais pas seulement dans le domaine de l'éducation, aussi dans le milieu social, économique, politique... « Aspirant à susciter en France les débats publics et les actions suffragistes qu'elle admirait en Grande-Bretagne, elle est la première, sous la IIIe République, à s'engager dans une propagande consacrée à l'égalité civique » (Bard, Chaperon, 2017). Elle a réalisé des nombreuses contributions dans les journaux de l'époque comme *Le Droit des femmes*, *Le journal des économistes*... elle profitait de ces collaborations pour diffuser et exprimer sa pensée sur la recherche de l'égalité à tous les niveaux entre les deux sexes. Le rôle que Julie-Victoire Daubié a joué comme défenseur des droits de la femme a été fondamental et inspirant pour les femmes de son époque et celles qui l'ont suivie parce qu'à sa présence dans l'université va suivre celle d'autres femmes :

C'est l'université de Lyon qui est la première à accueillir des femmes en 1863. En 1867 Emma Chenu, deuxième bachelière, est la première femme à s'inscrire à la faculté des sciences de Paris ; l'année suivante, quatre étudiantes s'inscrivent à la faculté de médecine. La première inscription féminine date de 1879 à la faculté des Lettres et de 1884 à la faculté de Droit. (Lécuyer, 2005 : 2)

De cette façon nous pouvons constater l'importance des premières femmes bachelières qui ouvrent le chemin des générations suivantes. Alors ce sont les universités de Lyon et de Paris les premières qui ont ouvert leurs portes aux nouvelles étudiantes et les domaines plus sollicités par ces femmes étaient le domaine de la médecine, de la science et du droit. À tous ces événements se sont ajoutées les lois qui se sont succédé pendant la III<sup>ème</sup> République (1870-1940) et qui sont devenues une pièce clé pour l'enseignement des filles.

Il faut faire d'abord référence à la loi du 9 août 1879 qui était dirigée à la création d'écoles normales, son objectif était clair dès son premier article « Tout département devra être pourvu d'une école normale d'instituteurs et d'une école normale d'institutrices, suffisantes pour assurer le recrutement de ses instituteurs communaux et de ses institutrices communales ». Ces nouveaux instituteurs et institutrices devaient se trouver à l'écart de la formation religieuse, ils remplaçaient les anciennes congrégations religieuses chargées des écoles normales. Le promoteur de cette loi a été Paul Bert qui avec Jules Ferry étaient les grands défenseurs de l'école publique, laïque et gratuite.

L'année suivante à la promulgation de la loi Paul Bert, c'est-à-dire, le 21 décembre 1880 a eu lieu celle d'une autre loi très importante pour l'histoire des femmes : La loi Camille Sée<sup>2</sup>. Elle permettait la création d'établissements d'enseignement supérieur pour femmes, ce qui est devenu un énorme progrès pour l'éducation des filles en France.

Tout cela ne s'arrête pas là, dans les années suivantes à la loi Paul Bert ont été promulguées les lois scolaires de Jules Ferry, homme politique français qui luttait contre le pouvoir ecclésiastique et qui a instauré un système d'enseignement public, obligatoire, laïc et gratuit. La loi du 16 juin 1881 établissait la gratuité dans les écoles publiques et la loi du 28 mars 1882 qui proclamait dans l'article numéro 4 :

L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six ans révolus à treize ans révolus ; elle peut être donnée soit dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans les familles, par le père de famille lui-même ou par toute personne qu'il aura choisie.

---

<sup>2</sup> Camille Sée, député français, a été le promoteur de la loi de 1880 et créateur de de l'École Normale Supérieure à Sèvres.



À partir de ce moment l'éducation est devenue obligatoire pour les deux sexes à partir de 6 ans jusqu'à 13 ans, ce qui oblige les familles à amener les filles à l'école et les éloigner de leur rôle dans la maison qui commençait très tôt.

Si on revient à l'éducation supérieure, la véritable arrivée des femmes à l'université a lieu à partir de 1880 avec la loi Camille Sée comme on vient de voir, mais la majorité d'entre elles étaient des femmes étrangères : « Cette population étudiante féminine est composée en grande partie d'étrangères, venues en France en quête d'une formation universitaire inaccessible dans leur pays [...] » (Tikhonov, 2009 : 53). Ces étudiantes étrangères sont venues des pays comme la Russie, la Pologne, la Roumanie... la situation dans leurs pays était encore pire pour les femmes alors elles s'installaient en France à la recherche de meilleures opportunités. En 1882 il y avait à l'Université de Paris un total de 32 femmes parmi lesquelles 14 étaient des étudiantes anglaises, 12 étaient des étudiantes russes et seulement 6 étaient des étudiantes françaises (Itatí, 2006 : 389). L'université de Paris était l'option la plus désirée par ces femmes, elle était considérée comme « le centre de l'Europe intellectuelle » (Lécuyer, 1996 : 3).

Malgré les progrès qui se sont succédé la situation n'était pas pareille à celle des hommes et les étudiantes françaises et étrangères continuaient à avoir des difficultés et c'est pour cela qu'elles ont commencé à se regrouper pour créer des associations comme par exemple « l'Association générale des étudiantes de l'université de Paris » qui avait comme objectif l'aide entre ses membres pour améliorer la situation dans laquelle elles se trouvaient, ces réunions avaient à la base la solidarité entre leurs membres (Condet, 2007).

On se trouve donc dans un siècle plein de changements où la femme commençait à jouer un rôle chaque fois plus important dans la société. À la fin du XIX<sup>ème</sup> les femmes sont arrivées à l'éducation supérieure alors qu'au début du siècle leur droit d'accès à l'éducation primaire n'existait pas. Cependant tous ces changements n'étaient pas suffisants, elles ont continué à trouver des obstacles qu'elles ont essayé de surmonter.

#### **4. L'affirmation féminine à l'université : L'exemple de Marie Curie**

L'affirmation féminine à l'université a connu son point culminant entre les années 1880-1914 grâce à l'aide des lois qu'on vient de voir mais la différence du numéro de femmes entre les différentes facultés était remarquable :

A partir de 1868, la faculté de médecine accueille chaque année des étudiantes : quatre en 1868, trente-deux dix ans plus tard et cent-vingt en 1886. Il faut attendre 1880 pour que la faculté de Sciences enregistre chaque année des étudiantes – deux en 1880, sept en 1885 et douze en 1888 – et 1884 pour les facultés de Lettres et de Droit. Cette dernière demeure longtemps un espace réservé aux hommes : de 1884 à 1894 deux femmes s'inscrivent en moyenne chaque année. En 1898, il n'y a que quatre femmes inscrites à la faculté de Droit alors qu'elles sont cinq cent soixante-quinze à la faculté de médecine, trente et une à la faculté des sciences, soixante et une à la faculté des Lettres et cinquante-quatre à la faculté de Pharmacie. Jusqu'en 1905, les étudiantes représentent à peine 1% de l'ensemble des étudiants inscrits à la faculté de Droit. A la même date, elles représentent 8% à la faculté de Médecine, 10% à celle de Sciences, 30% à celle de Lettres et 4% à celle de Pharmacie. (Lécuyer, 2000 : 40)

On a pu penser que cette différence était en rapport avec l'image qu'on a eu de la femme pendant longtemps. Elle était souvent associée à l'image de la délicatesse, la finesse, la sensibilité... des qualités liées généralement aux arts et aux lettres tandis que les qualités nécessaires pour étudier les sciences ont été généralement associées à la façon d'être des hommes. En 1894, Paul Sunday, professeur à la Sorbonne a déclaré que « la science se fait entre hommes ». (Condette, 2003 : 56)

Contrairement aux pensées de cette époque-là, la figure de Marie Curie a permis de montrer qu'ils se trompaient. Maria Salomea Sklodowska est née le 7 novembre 1867 à Varsovie. À l'âge de quinze ans elle a dû partir à la campagne chez son oncle à cause d'une dépression nerveuse et quand elle est retournée à Varsovie elle a commencé à travailler comme institutrice. Les années que Marie a passées en travaillant comme institutrice ont été très dures, cependant tout cela ne l'a pas empêchée de continuer à travailler pour pouvoir améliorer son éducation à l'avenir. (Quinn, 1995)

Plus tard elle a abandonné son travail d'institutrice en faveur d'un travail dans le laboratoire de son cousin. C'était la première fois qu'elle accédait à un vrai laboratoire et c'était dans ce lieu où elle devient véritablement convaincue qu'elle devait partir pour

Paris. À l'âge de vingt-trois ans, en novembre 1891, elle a pris un train direction Paris, elle était plus près que jamais de son rêve.

Elle a commencé ses études de sciences à la Sorbonne, elle était entourée d'hommes et de très peu de femmes. En 1893 elle a obtenu son licence ès sciences et une année plus tard, en 1894 elle a obtenu son licence ès mathématiques. Il faut souligner que quand elle a obtenu sa licence ès sciences, seulement Marie Curie et une autre femme se sont licenciées dans toute l'université de Paris. L'année suivante trois autres femmes ont obtenu le diplôme, peu à peu le numéro augmentait.

En 1894 elle a rencontré Pierre Curie, qui avait aussi obtenu sa licence à la faculté des sciences quelques années avant, en 1877. Tandis qu'il travaillait comme professeur de l'École Municipale de Physique et Chimie, Pierre et Marie ont commencé à écrire leurs travaux sur la radioactivité. C'est en 1903 qu'ils ont obtenu ensemble avec le professeur Henri Becquerel le Prix Nobel de Physique. Grâce à ce Prix le succès est arrivé et Pierre Curie est devenu professeur de physique à l'Université de Paris et membre de l'Académie Française, cependant Marie Curie n'a pas pu accéder à ces postes de travail puisque jusqu'à ce moment-là ils n'avaient été occupés que par des hommes. En 1906 Pierre Curie est décédé, il a été frappé par une voiture à cheval. À ce moment-là Marie Curie a hérité la chaire à la Sorbonne qui appartenait à son mari. Quelques années plus tard, en 1911, elle a obtenu le Prix Nobel de Chimie grâce à la découverte du radium. (Quinn, 1995)

De cette façon Marie Curie est devenue la première femme professeure d'université et elle a été aussi la première femme à obtenir le Prix Nobel dans une époque où la femme ne comptait pas avec les mêmes facilités que les hommes, ce qui a un double mérite. Elle est devenue un exemple pour beaucoup de femmes en jouant un rôle pionnier grâce à son travail comme chercheuse.

Finalement elle est décédée en 1934 à cause d'une leucémie mais son nom et ses réussites font partie de l'histoire.

#### **4.1 La figure de la « cerveline »**

La plupart des femmes n'ont pas pu accomplir leurs rêves de la même façon que Marie Curie a pu le faire mais grâce à la réforme de 1902 le baccalauréat et l'éducation

supérieure sont devenus plus accessibles pour les femmes. C'est vrai que la présence féminine à l'université avait commencé mais il y avait encore beaucoup d'obstacles à surmonter.

Dans la société et dans les romans de la Belle Époque a apparu un mot avec un sens péjoratif pour désigner ces femmes qui venaient d'arriver à l'université : Cervelines. Ce mot désignait un groupe de femmes qui voulaient changer leur fonction dans la vie, elles ne voulaient pas rester dans la maison toute leur vie soumises à leurs maris et elles éveillaient les critiques : « Ce sont des « cervelines » qui vont à l'encontre de leur vocation naturelle » (Oberhuber, 2014 : 57). Elles étaient des femmes avec les idées claires, avec des objectifs et surtout des femmes qui avaient envie de changer le rôle qui leur avait été assigné dans la société, ce qui n'était pas une mission facile.

Même dans le langage utilisé pour faire référence à cette arrivée des femmes on trouve des connotations à remarquer. « En janvier 1893, des groupes d'étudiants manifestent en Sorbonne contre « l'invasion des femmes » dans les études de Lettres » (Condette, 2003 : 54). L'usage du mot « invasion » dans ce contexte a un sens négatif, il montre à nouveau l'ambiance sexiste qui existait dans le domaine de l'éducation par rapport aux femmes. Les étudiants considéraient que les femmes avaient « envahi » un lieu qui ne leur appartenait pas, un lieu qui jusqu'à ce moment-là était la « propriété » des hommes.

Si la réaction des étudiants n'a pas été trop accueillante, la réaction de la part des professeurs n'a pas été meilleure. Comme exemple de cette « bienvenue », on voit le cas d'une fille roumaine appelée Sarmiza Bilcescu, elle a été la première femme à suivre des cours dans la faculté de droit :

« Les dames n'entrent pas », vous répondait l'huissier à la porte. Le conseil de la faculté fut appelé à statuer. « Comment, Monsieur, dit ma mère au secrétaire, dans un pays où il est écrit même sur les portes des prisons : Liberté, Égalité, Fraternité, vous empêcheriez une femme de s'instruire, rien que parce qu'elle est femme ». Ces paroles furent rapportées au Conseil et, quelques jours après, l'autorisation de suivre les cours me fut accordée, mais pas à l'unanimité : nombre de professeurs votèrent contre, et notamment Monsieur le doyen Beurdant. L'accueil des professeurs fut glacial [...] (Charrier, 1931 : 157)

Cette réception avait quelque chose à voir avec la pensée conservatrice des professeurs, des hommes âgés qui ne voyaient pas d'un bon œil l'arrivée des femmes à l'université. Ils ne voulaient pas reconnaître qu'hommes et femmes avaient les mêmes capacités

intellectuelles. Heureusement tous les professeurs n'avaient pas la même pensée. C'était le cas de Gustave Lanson, professeur à la Sorbonne, qui dans la *Revue Bleue* (1906) a donné son avis sur la présence de Marie Curie comme professeur à l'université :

Pour la première fois, une femme obtient une chaire d'enseignement supérieur, au même titre et dans les mêmes conditions qu'un homme... Si une femme peut succéder à un homme dans une chaire d'université et prendre rang parmi les professeurs, s'il n'y a qu'un personnel enseignant, il ne peut y avoir deux enseignements, deux corps d'étudiants. Nos facultés doivent être ouvertes aux étudiantes françaises.

On se trouvait face à un autre problème, la femme continuait à être considérée comme un objet qui pouvait distraire l'attention des étudiants masculins. Alors, la manière de s'habiller des femmes était aussi imposée et elles devaient porter un chaperon mais le comble a été que cela est devenu presque une question sociale : « Dans le même ordre d'idée il est amusant de constater que les journaux de l'époque insistent sur la correction de la tenue des étudiantes » (Christen-Lécuyer, 2005 : 4). Ces « cervelines » ne devaient pas s'habiller de façon élégante, ne devaient pas se maquiller, ne devaient pas se parfumer... etc. Puisque pour les gens de l'époque être femme et étudiante n'était pas compatible, elles devaient choisir entre le cerveau ou la beauté.

Peu à peu la présence des femmes à l'université a commencé à être un peu plus respectée de la part des étudiants et des professeurs. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle cette mentalité obsolète était en train de changer et les étudiants ont commencé à avoir un sentiment d'égalité par rapport aux femmes et même lors du Congrès d'Étudiants célébré à Paris en 1900, ils ont manifesté leur soutien aux femmes pour qu'elles puissent accéder à toutes les universités et écoles supérieures. (Christen-Lécuyer, 2005)

Jusqu'ici tout allait bien, il n'y avait pas de rivalité entre étudiants et étudiantes mais la tranquillité se brisait au moment où les femmes obtenaient leur diplôme et devaient commencer à chercher un travail. Les étudiants voyaient leurs futurs emplois menacés à cause des femmes, ils avaient peur que les femmes occupent leurs postes de travail « Tant que les femmes étudient et ne travaillent pas elles sont tolérées. Mais lorsqu'elles souhaitent valoriser leurs diplômes, elles sont considérées par les universitaires professeurs et étudiants et par la société en générale comme des intruses [...] » (Christen-Lécuyer, 2005 : 6). Alors on pouvait dire que ce sentiment de fraternité entre étudiants et

étudiantes finissait au moment où les femmes sortaient de l'université pour entrer dans le monde du travail.

De cette façon on a pu constater comment les femmes peu à peu ont commencé à jouer un rôle assez différent de celui qu'on a vu tout au long de l'histoire. Les « cervelines » n'étaient plus les femmes soumises et dociles qui ne sortaient pas de la maison et qui occupaient leur temps à prendre soin de leur famille et leur maison. Elles sont devenues des femmes qui se battaient pour ce qu'elles voulaient. Des femmes comme Marie Curie ont été une inspiration pour les générations suivantes puisqu'elles démontraient qu'elles pouvaient arriver aussi loin que les hommes malgré les difficultés que la société leur avait imposées. Cette infériorité de la femme approuvée par la pensée de la société n'a pas réussi à avoir effet dans ces femmes et elles ne se sont pas rendues. Cependant le chemin à parcourir était très long et il ne finissait pas ici, il y avait encore beaucoup de choses à changer.

## **5. La période d'entre-deux-guerres (1918-1939)**

La première décennie de cette période est connue comme « les années folles ». Après avoir vécu la guerre, la société française voulait profiter leur temps. Beaucoup d'étrangères sont arrivés en France pour améliorer leurs conditions de vie. La deuxième décennie a connu une crise économique et sociale.

Les hommes qui ont dû partir pour la guerre sont revenus quatre ans plus tard. Ce qu'ils trouvent à leur retour n'était pas ce qu'ils avaient laissé avant de partir. Ils ont trouvé des femmes qui avaient changé leur rôle. Les femmes qui ont dû rester à la maison pendant l'absence de leurs maris ont commencé à travailler dans les usines, dans les ateliers... etc. pour les remplacer. Ce changement n'a pas beaucoup plu aux hommes, ils voyaient comment la femme était en train de commencer à avoir sa propre voix et ils préféraient la femme soumise et docile qu'ils avaient connu jusqu'à ce moment-là.

Concernant l'éducation, dans cette période d'entre-deux-guerres on a assisté finalement à l'officialisation du baccalauréat mixte :

Le décret du 25 mars 1924 établit en effet pour l'enseignement secondaire féminin des programmes identiques à ceux des lycées de garçons et offre aux jeunes filles la possibilité de préparer et de passer le même baccalauréat,

mesures qui sont élargies à la série B par le décret du 10 juillet 1925. (Héry, 2003 : 77)

Cette nouvelle mise en œuvre a ouvert les voies à un accès majoritaire du nombre de femmes bachelières. Malgré cette augmentation, le nombre de filles continue à être trois fois inférieur à celui des hommes, cependant cela n'a pas empêché que la réussite des femmes au baccalauréat soit supérieure à celle des hommes (Héry, 2003 : 78).

À cette époque d'entre-deux-guerres, la mixité dans le baccalauréat n'était pas la seule qui a commencé à se développer. La Première Guerre Mondiale avait favorisé l'entrée des femmes à l'université remplaçant les hommes mobilisés, ce qui avait permis une mixité entre les professeurs. Puisque la présence des filles à l'université était de plus en plus nombreuse, comme étudiantes et comme professeures, on a pu voir les premiers modèles de mixité. Il faut souligner que cette proposition de mixité s'étendait aussi jusqu'à l'école primaire, les zones rurales... pas seulement à l'université : « Par mesure d'économie, la mixité est conseillée dans les écoles primaires (dès 1933) et dans l'enseignement secondaire, par la circulaire du 3 juillet 1957 » (Zancarini, 2003).

Malgré ces transformations il restait encore certaines choses à changer. Ainsi par exemple pendant le régime de Vichy (1940-1944) dans les écoles primaires et secondaires les filles étaient obligées de suivre des cours où elles apprenaient les tâches ménagères.

## **6. Les dernières décennies : La mixité**

La fin de la Seconde Guerre Mondiale a donné lieu une période connue comme « Les Trente Glorieuses ». Cette période de l'histoire est comprise entre 1946 et 1975. Ces années-là ont connu une évolution démographique avec une augmentation de la population, une amélioration du niveau de vie avec une croissance de l'économie et un progrès industriel qui a donné lieu à une grande augmentation de la productivité.

Après l'Occupation de la France par l'Allemagne, la République Française se trouvait sous le mandat d'un Gouvernement Provisoire (1944-1946), dirigé par Charles de Gaulle. Pendant la durée de ce gouvernement, le 21 avril 1944 le droit de vote a été accordé aux femmes et l'année suivante, en octobre 1945 elles ont pu exercer le droit au vote pour la première fois. La IVème République est instaurée en 1946 et elle a duré jusqu'au 1958. Le 27 octobre 1946 le peuple français adopte une nouvelle Constitution qui

proclame dans son préambule que « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme ».

En 1958 est établie la Vème République Française et Charles de Gaulle est revenu au pouvoir. Au début de l'instauration de cette république, pendant les années 60 et 70, ont commencé à se développer d'une manière plus notable les mouvements féministes. Les femmes continuaient à revendiquer leurs libertés. Elles-mêmes (et pas la société) devaient être chargées de choisir le rôle qu'elles voulaient avoir dans leur vie. Parmi toutes les revendications qu'elles faisaient était surtout celle du changement du rôle de la femme dans la famille, un lieu où la femme était aliénée à cause de toutes les responsabilités, un lieu où elle ne pouvait pas développer toutes les qualités qu'elle possédait.

En 1959 a eu lieu la réforme Berthoin qui proclamait la scolarité obligatoire de 14 à 16 ans ce qui a donné comme résultat une augmentation énorme du nombre d'étudiants :

Les chiffres de l'explosion scolaire des années 1960 sont impressionnants. Entre 1958 et 1968, le nombre d'étudiants a triplé (+180 %) ; il avoisine les 500 000 en 1968. Durant la même période, les effectifs du second cycle du second degré ont été multipliés par environ 2,5 (+140 %). (Michel, 2008 : 15)

Cette pression du nombre d'étudiants débouche sur la promulgation d'un décret en 1963 qui établissait la mixité dans les Collèges d'Enseignement Secondaire, 30 ans après de l'officialisation de la mixité dans les écoles primaires et rurales. L'accroissement des effectifs scolaires a provoqué aussi une modification dans l'extraction sociale des étudiants des années 60. Ils n'étaient pas seulement les fils et les filles des familles aisées, ils faisaient souvent partie de familles de classe moyenne ou populaire.

Il faut souligner que cette multiplication du nombre d'étudiants est due aussi au bien-être social que la France a expérimenté pendant ces années-là. Comme on vient de voir la période des Trente Glorieuses a contribué d'une façon très notable à l'expansion économique, les salaires des travailleurs ont augmenté et comme conséquence leurs conditions de vie ont amélioré. De cette manière les parents des classes moyennes n'avaient plus la nécessité d'obliger leurs enfants à rester à la maison ou à aller travailler pour contribuer à l'économie familiale. Ces changements ont donné lieu à une éducation plus accessible à un plus grand nombre de garçons et surtout de filles.



En dépit de tout ça, pendant ces années-là l'éducation a souffert aussi une énorme crise qui a entraîné un événement sans précédent, la révolte étudiante de mai 68 : « Pour la première fois dans l'histoire du pays, un vaste conflit social prend directement naissance dans le monde éducatif » (Youenn, 2008 : 13).

Mai 68 est devenu un événement dans l'histoire sans précédent qui a manifesté le courage des étudiants et des ouvriers. Mai 68 a montré le désir de bonheur de la société et mettait en évidence le contrôle auxquels ils étaient soumis à cause du pouvoir.

Ces années-là ont connu un progrès par rapport aux femmes : « La fin des années 1970 a vu un renouveau des idées et des études féministes. L'intérêt pour l'éducation féminine s'est alors doublé du souci de mettre en valeur ce qui, dans la formation des filles, était proprement féminin » (Mayeur, 1988 : 87).

Le 11 juillet 1975 a eu lieu la promulgation de la Loi Haby qui instaurait un collège unique pour tous, garçons et filles. Cette loi regroupait tous les élèves d'un même âge dans un lieu concret, c'est-à-dire, son but était de former des classes hétérogènes qui voulaient éviter la ségrégation. À la suite de la loi Haby « si les concours de recrutement de l'enseignement sont ouverts à la fois aux hommes et aux femmes, c'est seulement en 1986 que les Écoles normales supérieures sont effectivement mixtes et que fusionnent les ENS de garçons et les ENS de filles » (Zancarini, 2004). De cette façon garçons et filles se trouvent dans la même classe et ils acquièrent les mêmes contenus, finalement la mixité est extrapolée à tous les degrés de l'éducation.

La mixité a été résumée par Prost d'une façon brève mais très concise « de toutes les révolutions pédagogiques du siècle, la mixité est l'une des plus profondes. Elle oppose l'école de notre temps à celle de tous les siècles précédents » (Prost, 1981 : 509)

Il faut souligner que parler de mixité n'entraînait pas parler d'égalité, bien sûr que la mixité a contribué mais ce ne sont pas des termes dépendants. C'est donc à partir de ces années-là que le principe d'égalité commence à apparaître d'une façon plus notable dans les lois comme c'est le cas de la loi d'orientation du 10 juillet 1989 qui promulgue que « Les écoles, les collèges, les lycées et les établissements d'enseignement supérieur sont chargés de transmettre et de faire acquérir connaissances et méthodes de travail. Ils

contribuent à favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes ». C'est-à-dire, c'était l'obligation de ces établissements de contribuer à l'égalité entre les deux sexes, un progrès très remarquable par rapport à ce qu'on vient de vivre depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle.

Mais en dépit de tout cela, les inégalités perdurent. Le 25 février 2000 a eu lieu la « Convention pour la promotion de l'égalité des chances entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif » qui permettait l'accès des femmes à tous les domaines de la vie professionnelle et faisait appel au respect mutuel entre les deux sexes. Il s'agissait de finir avec les stéréotypes attachés aux femmes et aux hommes pour trouver un équilibre entre eux parce que « la violence, sous toutes ses formes, est favorisée par les stéréotypes concernant le rôle des sexes » (Ministère de l'Éducation, 2000). Cette même année, la féminisation des appellations professionnelles est devenue obligatoire.

Ces dernières décennies ont vu le record du nombre des filles dans le domaine de l'éducation :

La scolarisation des femmes dans l'enseignement supérieur s'est plus fortement développée que celle des hommes. En 2012, le taux de scolarisation des femmes de 17 à 29 ans dans l'enseignement supérieur est supérieur à celui des hommes quel que soit l'âge ; en 1992, le taux de scolarisation des hommes devenait supérieur à celui des femmes à partir de 28 ans (26 ans en 1991). En 2012, 49,3 % des femmes de 20 ans sont scolarisées dans l'enseignement supérieur contre 40,2 % des hommes, soit un écart de 9,1 points en faveur des femmes. En 1992, les taux respectifs étaient de 41,2 % et 32,2 %, soit un écart de 9 points. En 2014, 55,2 % des étudiants de l'enseignement supérieur sont des femmes. Depuis 1980, le nombre d'étudiantes dépasse celui des étudiants en France. La proportion d'étudiantes n'a ensuite que très modérément progressé (+ 0,7 point depuis 2000). La progression la plus importante est observée dans les écoles d'ingénieurs (+ 5 points en quatorze ans), et surtout dans les formations universitaires de santé (médecine, odontologie et pharmacie) (+ 5,8 points). (Ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche, 2016 : 178)

On voit comme dans les établissements d'éducation supérieure le nombre de femmes varie selon la discipline :

Ces clivages se retrouvent à l'université où les jeunes femmes représentent globalement 58,4 % de la population étudiante. C'est dans les disciplines plus littéraires que la part des femmes est plus élevée, en particulier en langues ou en lettres-sciences humaines (70,1 %). Elles restent très minoritaires en sciences (37,1 %). Les femmes représentent désormais 63,5 % des étudiants de médecine, odontologie, pharmacie. (Ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche, 2016 : 178)

Malgré les progrès accomplis on continue à voir comment cette distinction des études selon le sexe, dont j'ai déjà parlé au début de ce travail, existe encore aujourd'hui. Cependant cette différence n'est pas seulement une question qui concerne les élèves, on peut voir que cette différence concerne aussi les enseignants. Le nombre de femmes qui deviennent professeurs à l'université reste plus bas dans le domaine des sciences que dans le domaine des lettres (Prost, 2010 : 46) :

	1980-81	1985-86	1990-91	1995-96	2000-01	2005-06
<b>Droit et sciences économiques</b>						
Professeurs	7.4%	7.3%	10.3%	13.5%	15.5%	18.0%
Maîtres-assistants/de conférences	21.6%	25.2%	27.2%	31.0%	36.6%	39.8%
Assistants	31.2%	33.6%	38.7%			
<b>Lettres</b>						
Professeurs	16.4%	18.4%	22.9%	25.9%	27.7%	29.8%
Maîtres-assistants/de conférences	37.9%	38.5%	41.1%	44.4%	47.9%	51.2%
Assistants	40.8%	44.2%	47.2%			
<b>Sciences</b>						
Professeurs	7.4%	7.1%	8.6%	8.9%	10.1%	12.3%
Maîtres-assistants/de conférences	22.4%	23.5%	26.6%	28.1%	29.6%	31.0%
Assistants	28.5%	29.9%	24.0%		%	
<b>Santé</b>						
Professeurs	5.8%	6.3%	7.7%	9.5%	11.2%	13.2%
Maîtres-assistants/de conférences	44.2%	46.0%	47.0%	47.9%	48.6%	50.1%
Assistants	28.5%	33.8%	37.0%			
<b>Ensemble</b>						
Professeurs	8.6%	9.1%	11.4%	13.3%	15.0%	17.3%
Maîtres-assistants/de conférences	29.5%	30.9%	33.3%	35.1%	37.6%	40.0%
Assistants	30.8%	34.3%	36.5%			

Sources : RERS.

De nos jours, le domaine de la science demeure un espace plutôt masculin où la présence féminine est minoritaire et les lettres continuent à être associées aux femmes.

## 7. Conclusion

On a vu comment au début du XIX<sup>ème</sup> siècle l'éducation était un reflet de la situation de la femme dans la société. Elles n'avaient pas un accès à l'éducation équitable à celui des hommes, seulement les femmes des familles aisées avaient cette opportunité. Le reste des femmes restaient à la maison, ce qui ne déplaisait pas leurs familles car ainsi elles étaient les responsables des tâches domestiques. Cependant, les lois qui se sont succédé dans ce

siècle comme la loi Guizot, la loi Falloux ou la loi Paul Bert ont commencé à ouvrir le chemin des femmes dans le domaine de l'éducation.

Concernant l'université, jusqu'au 1861 l'entrée a été interdite pour les femmes cependant à partir de ce moment la présence féminine a commencé. Curieusement la plupart d'entre elles étaient des femmes étrangères car la situation était pire dans leurs pays qu'en France. On a vu comment à la fin du XIXème siècle elles sont arrivées à l'éducation supérieure même si au début du XIXème siècle elles ne pouvaient pas accéder ni à l'éducation primaire.

Il y a eu des détracteurs par rapport à cette présence féminine à l'université mais cela n'a pas empêché les femmes de continuer à essayer de changer la situation dans laquelle elles se trouvaient, comme c'est le cas de Marie Curie qui ayant les mêmes mérites que son mari, n'a pas obtenu la même reconnaissance que lui. C'était seulement à la mort de son mari qu'elle a hérité sa chaire à l'université. En dépit des progrès, l'inégalité continuait à être évidente.

Il faut souligner aussi que ces premières femmes ont reçu une appellation péjorative du fait d'être étudiantes et de s'éloigner de la maison. Même leur façon de s'habiller a été jugée, ce qui était impensable pour un homme.

Les étudiants ont finalement accepté les femmes mais au moment où elles sortaient de l'université cette pensée changeait, ils considéraient qu'elles allaient usurper leurs postes de travail mais avec les autres hommes ils n'avaient pas cette pensée. Ce qui démontrait une autre fois cette vision de différence entre hommes et femmes.

Au XXème siècle la femme avait une conscience plus claire de son rôle dans la société que celui qu'elles avaient au XIXème siècle même si la problématique de l'inégalité continuait à exister. L'apparition des mouvements féministes a contribué à laisser de côté ce rôle imposé. La présence de la femme a augmenté considérablement à l'université et parfois cette présence est majoritaire par rapport à celle des hommes mais malgré ces données, les postes de travail plus importants continuent à être occupés par des hommes.

Avec ce travail on a pu constater les difficultés que les femmes ont dû surmonter tout au long de l'histoire pour accéder à l'éducation. On a vu dans quelle situation les femmes se

trouvaient depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle par rapport aux hommes et comment elles ont réussi à changer peu à peu jusqu'au aujourd'hui cette situation d'inégalité. Cependant il reste encore beaucoup à faire dans une société où les femmes universitaires représentent plus de la moitié d'étudiants mais seulement un quart d'entre elles réussissent à obtenir une chaire à l'université.

## 8. Bibliographie

« Annexe 1. Extraits de la Constitution du 27 octobre 1946 », 1971, *Le Genre Humain*, vol. 1, pp. 159-164.

Bard, C. & Chaperon, S. 2017, *Dictionnaire des féministes France XVIII<sup>e</sup> - XXI<sup>e</sup> siècle*, Presses Universitaires de France, Paris.

Chancellerie des Universités de Paris, *Histoire de la Sorbonne*.  
<https://www.sorbonne.fr/la-sorbonne/histoire-de-la-sorbonne/> [2018, 25 avril].

Charrier, E. 1931, *L'évolution intellectuelle féminine*, Mechelinck, Paris.

Christen-Lécuyer, C. 2000, « Les premières étudiantes de l'Université de Paris », *Travail, genre et sociétés*, vol. 2, no. 4, pp. 35-50.

- : 2005, « Une nouvelle figure de la jeune fille sous la III<sup>e</sup> République : l'étudiante », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, vol. 4, pp. 1-8.

Condette, J. 2003, « « Les cervelines » ou les femmes indésirables. L'étudiante dans la France des années 1880-1914 » », *Carrefours de l'éducation*, vol. 1, no. 15, pp. 38-61.

- : 2007, « Les associations générales d'étudiants en France et la politique (1881-1914) », *Carrefours de l'éducation*, vol. 2, no. 24, pp. 149-158.

Héry, É. 2003, « Quand le baccalauréat devient mixte », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, no. 18, pp. 77-90.

Itatí, A. 2006, « El acceso de las mujeres a la educación universitaria », *Revista argentina de sociología*, vol. 4, no. 7, pp. 377-417.

Mayeur, F. 1981, « Garçons et filles du XIXe au XXe siècle : une éducation différente », *Enfance*, vol. 34, pp. 43-52.

- : 1988, « L'éducation des filles en France au XIXe siècle : historiographie et problématiques », *Publications de l'École française de Rome*, pp. 79-90.

Ministère de l'Éducation Nationale, 2000, *Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale*.  
<http://www.education.gouv.fr/bo/2000/10/orga.htm> [2018, 2 mai].

-, 2016, « Les étudiants », *Repères & références statistiques*, pp. 178-180.

Oberhuber, A. 2014, « Cervelines ou princesses de science? Les entraves du savoir des jeunes dans le roman de la belle époque », *Romantisme*, vol. 3, no. 165, pp. 55-64.

Prost, A. 1981, « Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France », Nouvelle Librairie de France, Paris.

- : 2010, « Une histoire en chiffres de l'enseignement supérieur en France », *Le Mouvement Social*, vol. 4, no. 233, pp. 31-46.

Quinn, S. 1995, *Marie Curie*, Odile Jacob, Paris.

Tikhonov Sigrist, N. 2009, « Les femmes et l'université en France, 1860-1914 », *Histoire de l'éducation*, no. 122, pp. 53-70.

Youenn, M. 2008, « Mai 68 et l'enseignement : mise en place historique », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, vol. 41, no. 3, pp. 13-25.

Zancarini-Fournel, M. 2003, « La mixité scolaire : une confusion des genres ? » dans *Le genre face aux mutations*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 31-41.

- : 2004, « Coéducation, gémination, co-instruction, mixité : débats dans l'Éducation nationale (1882-1976) » dans *La mixité dans l'éducation : Enjeux passés et présents*, Rebecca Rogers (dir), ENS, Lyon, pp. 25-32.

## 8.2 Lois citées

*Loi relative à l'enseignement du 15 mars 1850. Loi Falloux.*

<http://www.education.gouv.fr/cid101199/loi-relative-a-l-enseignement-du-15-mars-1850.html&xtmc=bourse&xtnp=1&xtr=8> [2018, 27 avril]

*Loi du 9 août 1879 relative à l'établissement des écoles normales primaires. Loi Paul Bert.*

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006070211&dateTexte> [2018, 29 avril]

*Loi du 21 décembre 1880 sur l'enseignement secondaire des jeunes filles. Loi Camille Sée.*

<http://www.education.gouv.fr/cid101180/loi-sur-l-enseignement-secondaire-des-jeunes-filles-21-decembre-1880.html&xtmc=musique&xtnp=1&xtr=9> [2018, 29 avril]

*Loi du 16 juin 1881 établissant la gratuité absolue de l'enseignement primaire dans les écoles publiques. Lois scolaires de Jules Ferry.*

<https://www.senat.fr/evenement/archives/D42/gratuit1.html> [2018, 29 avril]

*Loi sur l'enseignement primaire obligatoire du 28 mars 1882. Lois scolaires de Jules Ferry.*

<http://www.education.gouv.fr/cid101184/loi-sur-l-enseignement-primaire-obligatoire-du-28-mars-1882.html> [2018, 27 avril]

*Loi sur l'instruction primaire. Loi Guizot du 28 juin 1833.*

<http://www.education.gouv.fr/cid101161/loi-sur-l-instruction-primaire-loi-guizot-du-28-juin-1833.html&xtmc=rappel&xtnp=7&xtr=125> [2018, 27 avril]

*Loi n°75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation. Loi Haby.*

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000334174> [2018, 29 avril]

*Loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989. Loi Jospin.*

<http://www.education.gouv.fr/cid101274/loi-d-orientation-sur-l-education-n-89-486-du-10-juillet-1989.html> [2018, 29 avril]